

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 17/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CIMULEC**

Rue Charles Picard  
ZI Les Jonquières  
57365 Ennery

Références : ENNERY\_CIMULEC\_2026-04-16\_RAPVI-PPC\_RP\_02793  
Code AIOT : 0006201149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement CIMULEC implanté Rue Charles Picard ZI Les Jonquières 57365 Ennery. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CIMULEC
- Rue Charles Picard ZI Les Jonquières 57365 Ennery

- Code AIOT : 0006201149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CIMULEC exploite sur le territoire de la commune d'Ennery une usine de production de circuits imprimés.

Ses activités sont notamment réglementées par:

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-DLP/BUPE-196 du 3 juillet 2014 ;
- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-8-1 et IV-8-2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article V-3-1 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/03/2026, article R.511-9 annexe	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Produits dangereux - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article II-8	Sans objet
2	Produits dangereux - stockage	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-2-1 (partiel)	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-10	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article V-2-1 et V-2-2 (partiels)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) retient :

- une non-conformité relative à l'absence de mesures du débit et du pH en continu depuis début janvier 2026, causée par la panne de l'échantillonneur : il est demandé à l'exploitant de justifier le remplacement de l'échantillonneur et la reprise des mesures du débit et du pH en continu ;

- une non-conformité relative au tonnage de solvants utilisés sur le site : il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité ou de porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions d'exploitation sur ce point et d'élaborer un plan de gestion des solvants complet. (point de contrôle 6).

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de réévaluer sa situation administrative (point de contrôle 7).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Produits dangereux - Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article II-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent s'il y a lieu, en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite :  <ul style="list-style-type: none"><li>• que l'exploitant dispose des fiches de sécurité (FDS) des produits dangereux utilisés sur les site, contrôlées par sondage ;</li><li>• que les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger réglementaires, que ce soit sur les lieux d'utilisation (contrôle par sondage lors de la visite) ou dans le local de stockage des produits dangereux.</li></ul> L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Produits dangereux - stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-2-1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

[...]

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Un local de stockage réservé aux produits chimiques est aménagé à l'intérieur du bâtiment. [...]

### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- que les produits chimiques sont stockés dans un local aménagé au sein du bâtiment, présentant les qualités d'étanchéité demandées ;
- que la majeure partie des produits stockés le sont dans des récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, auxquels viennent s'ajouter quelques récipients de capacité unitaire supérieure à 250 litres dont 4 IBC de 1000 litres, qui représentent les contenants les plus importants ;
- que les produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 10/03/2026, un état des produits stockées (volumes et nombre de contenants par nature) et un calcul des rétentions associées, indiquant :

- un volume de rétention de 19,92 m<sup>3</sup> pour les acides, pour un volume stocké de 4,4 m<sup>3</sup>, soit une capacité de stockage d'environ 450 % ;
- un volume de rétention de 4,8 m<sup>3</sup> pour les bases, pour un volume stocké de 6,13 m<sup>3</sup>, soit une capacité de stockage d'environ 78 % ;

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-8-1 et IV-8-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

**Article IV-8-1**

En sortie de station physico-chimique, les valeurs limites de rejet sont les suivantes :

	Concentrations maximales en mg/l (sauf indications contraires)	Flux maximal journalier en kg/j (sauf indications contraires)
PH	6,5 < pH < 8,5	
Température	30 °C	
Débit		5 m <sup>3</sup> /h - 60 m <sup>3</sup> /jour
DCO	300	18
Phosphore total (exprimé en P)	10	0,6
MEST	30	1.8

Argent	0.5	0,03
Arsenic	0,1	0,006
Cuivre	2	0,12
Nickel	2	0,12
Etain	2	0,12
Or	1	0,06
Cyanures	0,1	0,006
Zinc	3	0,18
Plomb	0,5	0,03
Total métaux	15	0,9
Fluorures	15	0,9

Manganèse	0,5	0,03
Hydrocarbures totaux	5	0,3

Le rejet s'effectue en un point unique équipé d'un échantillonneur permettant de prélever un échantillon représentatif sur une semaine. Cet échantillon fait l'objet des mesures d'autosurveillance citées ci-dessous.

#### Article IV-8-2

[...]

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu.

[...]

Une fois par semaine, l'exploitant réalise une analyse des paramètres ci-dessous à partir d'un échantillon représentatif sur une semaine :

pH ; DCO ; Cu ; Cn ; Sn ; Ni ; MES ; P total ; Fluorures ; Pb.

Des contrôles mensuels portent sur l'ensemble des paramètres listés à l'article IV-8-1. Ils sont effectués par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant une journée.

Les résultats de l'ensemble des mesures (autosurveillance et contrôles extérieurs) sont transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### Constats :

L'inspection a contrôlé sur la plate-forme GIDAF :

- la régularité de transmission des résultats de mesures ;
- par sondage, la fréquence des contrôles ;
- par sondage, les résultats de contrôle mensuel de janvier, février, mars, juillet et décembre 2025 et janvier 2026 établis par un organisme agréé ;
- par sondage, les résultats de contrôle hebdomadaire des semaines 9, 24 et 45 de l'année 2025, 3 et 6 de l'année 2026 ;
- par sondage, les données de contrôle en continu.

L'inspection constate :



- un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour le cuivre en janvier 2025, avec une concentration mesurée à 2,100 mg/l, soit un dépassement de 5% de la VLE : compte tenu du caractère limité du dépassement et du retour à la conformité pour cette VLE dès le mois de février, l'inspection ne retient pas de non-conformité sur ce point ;
- l'absence de mesures du débit et du pH en continu depuis début janvier 2026, ce qui constitue une non-conformité : l'exploitant indique que l'échantillonneur a été diagnostiqué HS par le technicien de maintenance du fournisseur et a justifié, par courriel du 24/03/2026, la signature d'un bon de commande pour le remplacement de cet équipement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier le remplacement de l'échantillonneur et la reprise des mesures du débit et du pH en continu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article IV-10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Deux puits au moins sont implantés en aval du site de l'installation et un puits au moins en amont. L'implantation des puits est définie sur la base d'une étude hydrogéologique dont les résultats sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date de parution du présent arrêté.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances définies à l'issue de l'étude hydrogéologique et en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Les résultats commentés des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

**Constats :**

Vu les rapports de surveillance des eaux souterraines établis par un organisme agréé pour les trois piézomètres prescrits :

- ASE/122-25 R1/2025 du 18/02/2025 (prélèvement du 14 février 2025) ;

- ASE/122-25 R2/2025 du 10/09/2025 (prélèvement du 1er septembre 2025).

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article V-2-1 et V-2-2 (partiels)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article V-2-1

[...]

Les rejets gazeux respectent les caractéristiques suivantes :

N° de cheminée (*)	Polluants	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
1	Acidité totale exprimée en H <sup>+</sup>	0,5	1
	HNO <sub>3</sub> <sup>-</sup>	10	20
	Débit (en Nm <sup>3</sup> /h)	2 000	
2	Acidité totale exprimée en H <sup>+</sup>	0,5	6,5
	Plomb	0,05	0,65
	Débit (en Nm <sup>3</sup> /h)	13 000	

3	Acidité totale exprimée en $H^+$	0,5	3,2
	Alcalinité totale exprimée en $OH^-$	10	64
	HCl	20	128
	$HNO_3^-$	10	64
	Débit (en $Nm^3/h$ )	6 400	
5	Acidité totale en $H^+$	0,5	5,2
	Alcalinité totale en $OH^-$	10	104
	$HNO_3^-$	1	10,4
	$NH_4^+$	10	104
	Chlorure de nickel	0,5	5,2

	Sulfate de Nickel	3	31,2
	Débit (en Nm <sup>3</sup> /h)	10 400	

(\*) - cheminée n° 1 : extraction du bain de démétallisation de la ligne de recharge ;  
- cheminée n° 2 : extraction de la ligne de recharge ;  
- cheminée n° 3 : extraction de la ligne de métallisation et de la ligne couche interne ;  
- cheminée n° 5 : extraction des lignes suivantes : préparation avant photoresist - décontamination SnPb - strippage SnPb - gravure et strippage photoresist - nickel or chimique - bondfilm - oxydation chlorite -activités annexes.

#### Article V-2-2

[...]

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article précédent est effectuée tous les ans. Une première campagne d'analyse est diligentée dans un délai d'un mois à compter de la parution du présent arrêté. Les résultats commentés sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées dès réception.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'Environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

#### Constats :

Vu les rapports de mesure des rejets atmosphériques établis par un organisme agréé :

- pour l'année 2024 : rapport EK2L0/25/21 concluant à la conformité aux VLE ;
- pour l'année 2025 : rapport initial EK2L0/26/203 (mesures du 05/09/2025) indiquant un dépassement de VLE pour le paramètre NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, avec une concentration de 75,39 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux de 306 g/h / rapport de contre-mesure EK2L0/26/261 (mesures du 05/12/2025) indiquant un retour à la conformité. L'exploitant a indiqué que le dépassement relevé initialement était dû à une colonne de lavage encrassée et qu'il a fait procéder à son nettoyage avant la contre- mesure.

L'inspection ne relève pas de non-conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Composés organiques volatils

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/09/2005, article V-3-1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

La consommation annuelle de solvants est limitée à 1 tonne. [...]

**Article connexe**

*Article 28 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié*

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir un doute sur la prise en compte du produit NTS 408 comme solvant pour le contrôle de la prescription.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le même jour :

- la fiche de sécurité (FDS) du produit NTS 408, comprenant notamment de la monoéthanolamine à une concentration de 50 à 100% ;

- des précisions sur l'utilisation de ce produit : " Le produit est une amine organique faiblement volatile utilisée en solution aqueuse. Utilisation: dissolution de film sec photoimageable sur panneaux de fabrication en ligne horizontale (bain de décapage stripping)" ;

- un document dénommé "plan de gestion des solvants" (PGS), qui précise les quantités, la nature et les caractéristiques principales des produits utilisés ainsi que la liste des COV contenus dans ces produits, sans toutefois indiquer les phrases de risques des COV. Le document ne comprend par ailleurs pas les calculs de rejet des émissions canalisées ou diffuses et s'apparente de fait plus à un bilan matières qu'à un véritable PGS : les quantités de solvants indiquées par ce bilan pour 2025 sont d'environ 318 kg sans prise en compte du NTS 408, la quantité utilisée de ce dernier produit étant de 5,35 tonnes.

Par courriel du 24/03/2026, l'exploitant a complété son positionnement sur le sujet en indiquant que, bien que la monoéthanolamine soit un solvant, le produit a une très faible volatilité et est utilisé en boucle fermée en solution aqueuse à 10 % de concentration. La pression de vapeur annoncée est de 0,5 hPa ; donc l'évaporation est très limitée dans les conditions d'utilisation. L'exploitant estime que, bien que répondant marginalement à la définition des COV, la monoéthanolamine présente une volatilité très faible et ne génère pas d'émissions atmosphériques significatives : les conditions d'utilisation du produit limitent le transfert en phase vapeur, rendant les émissions négligeables. Le positionnement de l'exploitant est donc de ne pas comptabiliser le produit NTS 408 comme solvant au regard de ces éléments.

Après analyse des éléments présentés par l'exploitant et des données disponibles sur la monoéthanolamine, l'inspection estime :

- que la monoéthanolamine entre bien dans la définition de COV de l'AM du 02/02/1998 : " On entend par "composé organique volatil" (COV) tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15° Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières."

<p>- que, d'après la FDS, la monoéthanolamine correspond à la définition de solvant de l'AM du 02/02/1998 : "solvant organique" = tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme solvant de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur" :</p> <p>- que les caractéristiques du process (circuit fermé, dilution du produit, faiblesse des émissions) n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du tonnage de solvants, qui est donc de 5,68 tonnes en 2025 selon les indications de l'exploitant. Ces caractéristiques sont à prendre en compte dans les calculs d'émission des COV.</p> <p>L'inspection constate donc la non-conformité à la prescription et que l'exploitant est tenu à l'obligation d'élaboration du PGS prescrit par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié susvisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'élaborer un plan de gestion des solvants 2025 comprenant tous les éléments attendus : l'exploitant pourra utilement se baser sur le "guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants" de l'INERIS (version du 22/02/2009) ;</li> <li>- de se mettre en conformité avec la prescription ou de porter à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, les modifications d'exploitation relatives au tonnage de solvants utilisés, comprenant tous les éléments d'appréciation.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 : Situation administrative**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/03/2026, article R.511-9 annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><b><u>Classement actuel</u></b></p> <p>Rubrique 2565-2-a / régime de l'enregistrement</p> <p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.</p>

2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :

a) Volume autorisé de 35 m<sup>3</sup>

### **Rubriques potentiellement applicables**

#### **Rubrique 3260 (IED)**

Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes

#### **Rubrique 2564**

Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.

#### **Rubrique 1978**

Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles  
[...]

4. Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351

5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an  
[...]

### **Constats :**

L'exploitant a indiqué le maintien de la situation administrative autorisée.

Au regard des éléments et conclusions du point de contrôle 6, des données maintenant anciennes qui ont conduit à la rédaction de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 2005 susvisé et des évolutions réglementaires survenues depuis 2005, notamment celles relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD- règlement IED), l'inspection estime nécessaire d'évaluer ou réévaluer le classement pour les rubriques suivantes :

#### **Rubrique 3260(IED)**

Le volume autorisée pour la rubrique 2565 est de 35 m<sup>3</sup>, supérieur au seuil de classement pour la rubrique 3260 de 30 m<sup>3</sup>. Le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant, daté de 2004, comptabilisait 65 cuves de produits intégrées aux divers procédés de traitement de l'installation.

Néanmoins, la correspondance entre la rubrique 2565 et la rubrique 3260 n'est pas automatique,

notamment selon qu'il y ait ou pas présence de bains de dégraissage (DG) ou de bains de rinçage (morts ou en cascade), qui ne sont pas à prendre en compte dans la détermination du volume de classement.

Suite à la parution du décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature des ICPE en créant les rubriques 3000 relatives aux émissions industrielles (activités dites IED), la société CIMULEC a déclaré dans un courrier daté du 14 octobre 2013 que ses activités relevaient de la rubrique n° 3260 «Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

Dans un deuxième courrier daté du 16 avril 2014, la société CIMULEC s'est repositionnée en déclarant ne pas relever de la rubrique n° 3260, sur la base d'un nouveau calcul des volumes affectés aux différents traitements. Le volume des cuves considéré dans un premier temps tenait compte du volume des bains affectés au nettoyage et dégraissage des métaux ou de matières plastiques. Or le nettoyage et dégraissage est un traitement sans réaction électrolytique ou chimique et ne relève par conséquent pas de la rubrique n° 3260 : par conséquent, le volume affecté au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique est de 28,420 m<sup>3</sup>, inférieur au seuil de 30 m<sup>3</sup>.

Compte tenu de l'ancienneté de ce positionnement, des enjeux portés par la réglementation IED, du volume calculé à la limite du seuil IED et d'éventuelles évolutions de lignes de production, l'inspection estime nécessaire de réévaluer le positionnement des installations pour la rubrique 3260.

#### Rubrique 2564

Les documents de l'exploitant indiquent que les produits utilisés comprennent des solvants organiques, ce qui implique un potentiel classement sous la rubrique 2564 et, par effet connexe, une possible modification du classement pour la rubrique 2565. Un positionnement est donc nécessaire sur ce point.

#### Rubrique 1978 (Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)

Compte tenu des quantités de solvants mises en œuvre par l'exploitant (cf point de contrôle 6), l'inspection conclut que les activités contrôlées relèvent d'un classement sous la rubrique 1978, la sous-rubrique (4 ou 5) étant à déterminer en fonction des phrases de risques des produits utilisés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur les rubriques ICPE susvisées et, le cas échéant, de porter à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions du code de



l'environnement, une situation administrative mise à jour ainsi que les éventuelles modifications connexes des conditions d'exploitation du site, comportant tous les éléments d'appréciation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois